



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

UN LIBRARY

A/C.3/42/L.80
19 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-deuxième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 103 de l'ordre du jour

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica,
El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique,
Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay,
Pérou, Uruguay et Venezuela : projet de résolution

Assistance aux rapatriés, réfugiés et personnes déplacées
en Amérique centrale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 42/1 du 16 octobre 1987, relative à l'effort actuel de pacification découlant du "Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale", signé à Guatemala le 7 août 1987 par les Présidents des pays d'Amérique centrale 1/, et en particulier la section 8 de ce document relative aux réfugiés et aux personnes déplacées dans la région,

Tenant compte du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 2/, ainsi que de la décision relative aux réfugiés d'Amérique centrale que le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a adoptée à sa trente-huitième session 3/ et dans laquelle il réaffirme notamment la nécessité de continuer à adopter des approches régionales pour l'examen de ces problèmes et approuve l'initiative d'organiser en 1988 une conférence sur cette question,

1/ A/42/521-S/19085, annexe.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 12 (A/42/12).

3/ A/42/12/Add.1, par. 208 c).

Tenant compte en outre des principes énoncés dans la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés de 1984, ainsi que des conclusions et recommandations du Colloque sur l'asile et la protection internationale des réfugiés en Amérique latine, qui s'est tenu à Mexico en 1981,

Reconnaissant les efforts généreux déployés par les pays qui accueillent des réfugiés d'Amérique centrale, malgré les difficultés considérables auxquelles ils se heurtent, en particulier du fait de la crise économique actuelle,

Consciente de la complexité et de la gravité de la situation des réfugiés et des personnes déplacées en Amérique centrale, ainsi que de ses conséquences sur le développement socio-économique de la région,

Considérant que le rapatriement librement consenti, à condition qu'il fasse l'objet d'une manifestation individuelle, avec la collaboration du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, constitue la solution la plus souhaitable au problème des réfugiés, lorsqu'il intervient dans des conditions d'entière sécurité et de préférence au lieu d'origine du réfugié,

Tenant compte également de la forme de coopération qui s'est instaurée dans la région grâce à l'établissement de commissions tripartites composées de représentants du pays d'origine, du pays d'asile et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et qui vise à faciliter et à coordonner les mesures relatives au rapatriement des réfugiés,

Reconnaissant la nécessité urgente de coopérer avec les pays d'Amérique centrale et le Mexique lors des diverses phases qu'impliquent les processus de rapatriement, d'intégration locale et de réinstallation des réfugiés, dans le cadre de solutions durables,

Consciente également de la situation difficile dans laquelle se trouvent les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de la nécessité de les aider à se réinstaller dans leur lieu d'origine,

Soulignant la nécessité de donner la première place à l'aspect humanitaire et apolitique dans le règlement des problèmes des réfugiés et des personnes déplacées ainsi que de la nécessité que cet aspect soit strictement respecté par les autorités des pays d'origine et des pays d'asile, ainsi que par tous les organismes participants,

Notant que la Commission exécutive des accords de Esquipulas II a décidé de créer une sous-commission des réfugiés et des personnes déplacées, composée de représentants des pays d'Amérique centrale, pour étudier et proposer des formules visant à promouvoir et à faciliter le rapatriement volontaire, proposer des mécanismes de coopération régionale et soumettre à la communauté internationale des propositions en vue d'une action conjointe,

1. Exprime sa satisfaction des engagements que les présidents des pays d'Amérique centrale ont pris, au point 8 du document d'Esquipulas II, en faveur de la protection des réfugiés et personnes déplacées et de l'assistance à ces personnes;

2. Loue l'oeuvre humanitaire remarquable réalisée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, par les pays d'asile et grâce à l'importante contribution des pays donateurs, afin d'apporter une solution aux problèmes les plus critiques en matière d'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées d'Amérique centrale;

3. Loue également l'importante initiative prise par les pays d'Amérique centrale, le Groupe de Contadora et le Groupe d'appui en ce qui concerne la question des réfugiés, dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour instaurer la paix dans la région;

4. Lance un appel à la communauté internationale et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils apportent et accroissent leur coopération et leur assistance en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Amérique centrale, en mettant l'accent sur l'aspect humanitaire et apolitique;

5. Demande aux Etats Membres de coopérer avec les pays de la région pour résoudre les problèmes sociaux et économiques provoqués par les courants de réfugiés et de personnes déplacées;

6. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle participe plus largement au processus de rapatriement volontaire ainsi qu'à la réintégration des rapatriés dans leur pays d'origine et contribue en outre à faciliter la réinstallation ou le transfert des réfugiés dans le cadre de solutions durables et pour que, pendant la réalisation de ce processus, elle poursuive la coopération internationale en vue de la fourniture d'une aide humanitaire aux réfugiés;

7. Souligne la nécessité d'harmoniser les projets d'assistance humanitaire avec les plans nationaux de développement des pays de la région et souligne que l'assistance destinée aux projets relatifs aux réfugiés doit être considérée comme ayant un caractère spécial et comme étant indépendante de la coopération pour le développement des pays de la région;

8. Demande au Secrétaire général, en collaboration avec les organismes compétents du système des Nations Unies, de prendre les mesures nécessaires pour élaborer des programmes d'aide aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et pour faciliter la réintégration et la réinstallation des rapatriés;

9. Demande également au Secrétaire général, en collaboration avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organes compétents, de lui présenter un rapport, lors de sa quarante-troisième session, sur l'application de la présente résolution.
